

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 novembre 2023

POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION - (N° 1855)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL1093

présenté par

Mme Youssouffa, M. Morel-À-L'Huissier et M. Naegelen

ARTICLE 9

I. – À l'alinéa 8, substituer au mot :

« trois »

le mot :

« quatre ».

II. – Après l'alinéa 11, insérer l'alinéa suivant :

« Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1, l'étranger mentionné aux 1° à 4° du présent article lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation en première instance pour des faits de violence au sens de la section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code pénal, et pour des faits de viol, inceste et agressions sexuelles au sens de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II du code pénal ».

III. – À l'alinéa 17, substituer au mot :

« deux »

le mot :

« trois ».

IV. – Après l'alinéa 19, insérer l'alinéa suivant :

« Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1, l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation en première instance pour des faits de violence au sens de la section 1 du chapitre II du titre II du livre II du code pénal, pour des faits de viol, inceste et agressions sexuelles au sens de la section 3 du chapitre II du titre II du livre II du code pénal ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de lever certains protections, absolues que relatives, concernant les mesures d'expulsion pour les étrangers condamnés en première instance pour des faits de violence, viol et agression sexuelle.

Cet amendement vise la levée des protections dès la condamnation en première instance.